

**Colloque au Collège des Bernardins
6 novembre 2015
« Le XXI^e siècle sera spirituel ou ne sera pas »**

**Contribution de Pascal Lamy :
« Peut-on parler de valeurs globales ? »**

Bonjour à toutes et à tous,

Je vous remercie d'avoir bien voulu rappeler mon parcours en introduction, car ce sont mes expériences, mes engagements, mes activités actuelles, mes constats qui auront inspiré une partie de mes propos d'aujourd'hui sur le thème "Peut-on parler de valeurs globales au XXI^e siècle ?".

En quoi les grands défis qui se profilent appellent-ils une approche commune en termes de sagesse ou encore de promesses, qu'elles soient d'ordre spirituel, éthique ou plus philosophique ? En quoi cette démarche devra-t-elle s'appuyer sur une ossature des valeurs qui président à nos choix d'hommes libres ? Voilà la question par laquelle je souhaite introduire les débats qui se dérouleront dans la matinée, dans les quatre carrefours qui viennent d'être évoqués.

Nous connaissons bien les grands défis collectifs auxquels nous sommes confrontés, mais aussi les difficultés que nous avons à les aborder. Ce sera mon premier point.

Mon second point : Je crois qu'une partie substantielle de la solution à ces difficultés réside dans une approche qui viserait à une forme de convergence des valeurs. Mais la voie à explorer, pour relever ces défis, est celle de la connaissance, de loin la plus ardue, celle qui exige de nous le plus d'efforts.

Les grands défis à venir, l'actualité nous les rappelle chaque jour. Pour n'en prendre que quelques exemples : les migrants, le changement climatique , le terrorisme, les vicissitudes de la croissance chinoise, les tergiversations de la Banque centrale américaine sur sa politique monétaire, les mutations liées à l'urbanisme, les ravages de la corruption, l'accroissement des inégalités, la progression de l'obésité, la *terra incognita* de la relation entre l'homme, son cerveau, et les machines dont on commence l'exploration, et tout ce qui gravite autour des implications des progrès des sciences du vivant.

Toutes ces questions s'imposent à nous d'une manière de plus en plus prégnante parce que de plus en plus globale. La maîtrise de toutes ces grandes questions collectives qui donnent lieu à nombre de turbulences politiques semble nous échapper. Il fut un temps où la politique, au sens de l'organisation de la *cité* dans son acception grecque, parvenait à maîtriser ces grandes problématiques, à leur donner un sens, à construire des systèmes de délibérations collectives. Les hommes réunis à l'intérieur de ces "cités" comprenaient pourquoi ils vivaient ensemble, et comment s'y prendre pour y parvenir. Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui donne l'impression de s'intégrer sous l'effet de forces technologiques et économiques mais de se désintégrer sous l'effet de forces politiques. D'un côté, la globalisation qui, bon an mal an, se poursuit avec des variantes selon les domaines, parce que les forces à l'origine de la globalisation – la technologie et l'organisation du système dominant qu'est le capitalisme de marché – poussent à une intégration de plus en plus forte pour des raisons d'efficience. Face à cette globalisation, cette intégration, cette interconnexion, cette interpénétration qui se maintient, des poussées identitaires, des secousses de distanciation, de ségrégation.

Au monde de la raison, de la rationalité économique et des intérêts bien compris, s'oppose le monde des passions, des imaginaires et des valeurs qu'ils façonnent. Cette dichotomie s'accroît. Le fossé entre les forces d'intégration et les forces de désintégration, les unes d'ordre économique ou

technologique, les autres d'ordre plus politique, semble se creuser chaque jour davantage. Chacune des grandes problématiques déjà citées sont perçues comme des menaces et suscitent la peur qui vient nourrir les réactions de repli. Selon une approche classique, on serait enclin à penser qu'il s'agit d'une affaire de gouvernance, et qu'il suffirait de s'en remettre à un "McKinsey" de la gouvernance et de le laisser nous expliquer comment s'organiser pour traiter ces grandes questions. Il nous aurait expliqué comment l'ONU, la FAO, L'UNESCO, l'OMC devraient s'organiser, comment les États Nations devraient construire ces édifices internationaux, comme si de la résolution de problèmes d'architecture et d'organisation de la gouvernance, jaillirait la solution. Parce qu'il est indéniable que le monde est mal organisé pour être gouverné comme monde.

J'ai longtemps cru à cette idée, sans doute sous l'influence des trente années passées principalement dans les systèmes d'ordre supra national ou international. Même si cette théorie comporte du vrai, elle me paraît, aujourd'hui, insuffisante; il faut l'approfondir. Si l'on regarde l'évolution du système international « en dur » qui est né des contraintes provoquées par les deux derniers conflits mondiaux, on constate qu'elle s'est arrêtée vers le milieu des années 1990, au moment de la création de la Cour Criminelle Internationale, dernier avatar de la configuration très imparfaite d'une cathédrale de la gouvernance internationale. Même s'il s'agissait d'une création partielle puisque tous les juristes s'accordent à penser que l'efficacité d'une organisation dont les statuts n'ont été ratifiés ni par les États Unis, ni par la Russie, ni par la Chine laisse à désirer. On peut se demander pourquoi l'édifice de la gouvernance internationale n'a plus progressé depuis. Cette stagnation s'explique par une suite de changements d'ordre technologique, géoéconomique, et notamment la montée des pays émergents. Le logiciel qui avait présidé à la construction de cet édifice, complètement occidental, totalement européen-américain participait de la pensée dominante imposée par les puissances de l'époque. Ce logiciel n'est plus adapté au monde d'aujourd'hui. Nous vivons dans un monde où plus de la moitié de la production économique de notre planète est maintenant réalisé dans ce qu'on appelait encore récemment les pays en développement et qu'on

nomme désormais, pour la plupart d'entre eux, les pays émergents. Vient s'ajouter le problème que nous connaissons tous, chez Saint Thomas d'Aquin ou chez Confucius, la fameuse question de la subsidiarité selon laquelle la légitimité est une fonction directe de la proximité. En d'autres termes, tout système de pouvoir humain ne se justifie que par la conscience d'appartenance à un groupe, et que le groupe a besoin de disciplines, donc de pouvoirs, au nom de la préservation du groupe, qu'il s'agisse de sa survie physique ou de sa survie mentale, c'est-à-dire de son identité. Ce groupe se définit ainsi par la capacité ou le désir de vivre ensemble, désir qui crée une appartenance. Cette appartenance existe d'abord dans des groupes de faibles dimensions et plus on s'éloigne du noyau initial de ce groupe, l'individu, plus la justification du pouvoir devient difficile. C'est ce qui se produit lorsqu'on passe de la ville à la région, à la nation et au continent. Je n'ai aucun argument philosophique ou éthique à objecter à cette manière de voir. Il me paraît normal que l'établissement d'un pouvoir soit régi par les nécessités du vivre, et du survivre, ensemble. C'est pourquoi la globalisation d'un pouvoir à l'échelle de la planète se heurte à la question du déficit de la légitimité. Cette question nous amène au cœur du sujet dont nous débattons ce matin, les valeurs. C'est bien la question des valeurs, donc la question du sens qui se situe au cœur de la légitimité. Dans l'appartenance qui fait la légitimité, il existe des éléments profonds qui sont partagés par le groupe comme la liberté de justice ou la dignité. Peu de tout cela au niveau global, en dépit des envolées lyriques qu'on peut entendre sur une prétendue " communauté internationale". Qu'il y ait un désir de communauté internationale ne fait pas de doute, mais la réalité de tous les jours montre que cette entité n'existera pas tant qu'il n'y aura pas de ressenti d'une communauté internationale. Cette appartenance globale n'existe pas pour l'instant. Elle est trop lointaine. Elle n'est constituée que de juxtapositions d'appartenance à des valeurs extrêmement diverses. Nous sommes, sur cette planète, probablement tous attachés à la liberté, à la dignité, à la justice, à la soutenabilité de notre modèle de développement ainsi qu'à toutes les variables énoncées dans la Déclaration des droits de l'Homme. De même, dans les objectifs de développement durable qui ont été adoptés en septembre dernier par l'Assemblée Générale des Nations Unies, d'autres variables de gouvernance

mondiale ont été identifiés. La difficulté survient quand il s'agit d'affecter à ces variables des coefficients, ce qui est affaire de gouvernance, car nos approches sont pondérées de manière différente. Si je fais un sondage dans cette salle pour évaluer de 0 à 10 votre attachement à un couple de valeurs tel que la sécurité et la liberté, le résultat serait sans doute très dispersé. Notre capacité à aborder ces défis collectifs se heurtent à la question des préférences individuelles. À cette question de la dispersion de l'ordre des « valeurs », au sens éthique, philosophique, économique et même pictural, s'ajoutent d'autres difficultés dans l'élaboration du collectif. Il s'agit des différences philosophiques qui opposent un modèle dans lequel on part de l'individu pour structurer le groupe - le modèle occidental, hérité de la philosophie des lumières, de la pensée chrétienne, elle-même issue de pensées antérieures – à une autre grande tradition philosophique qui donne le primat au groupe sur l'individu. Dans un cas, c'est au groupe de s'ajuster aux préférences de l'individu, dans l'autre cas, c'est à l'individu de se plier aux préférences du groupe, et selon qu'on appartienne à l'une ou l'autre de ces traditions, l'élaboration du collectif en est profondément affecté. Pour aborder ce défi collectif, nous avons besoin de mécanismes qui nous permettent de faire ces choix et appliquer une grille de valeurs aux questions que nous nous posons.

On peut opter pour la méthode intellectuelle simple qui préconise la convergence des valeurs, et penser qu'aussi longtemps qu'elles seront divergentes, nous buterons sur les différences de préférences collectives, que nous ne parvenons pas à les ajuster car nous n'avons pas les mêmes coefficients, et que nous n'avons pas le bon système d'agrégation de ces préférences individuelles sous formes de préférences collectives – ce qui pourrait être une bonne définition de la démocratie. Alors nous aurons élaboré cette fonction d'utilité collective qui nous permet de placer la liberté, l'environnement, la croissance, la justice, les maladies, les migrations, la corruption dans un dispositif que nous comprenons, que nous sommes capables de maîtriser. Cette vision est évidemment totalement utopique, et même probablement dangereuse, au plan philosophique, éthique et spirituel. L'idée que la solution résiderait dans une sorte de grand « melting pot » participe

plus de la confusion que de la fusion et si cette voie se conçoit sur le plan intellectuel, c'est, à mon sens, une impasse sur le plan éthique.

Pour autant, il faut bien sortir du cloisonnement qui prévaut actuellement et qui procède surtout de l'ignorance. Laissons donc pour une discussion ultérieure la question de savoir s'il faut ou non et dans quelles conditions aller vers une certaine forme de convergence, voire d'harmonisation. Ce n'est pas le choix vers lequel mon expérience ni mes réflexions me font pencher. Concentrons-nous sur une question plus opérationnelle et dont j'espère qu'elle nourrira les débats qui vont s'ouvrir après cette introduction, et qui a trait à la connaissance. Pour aborder les défis globaux nous devons en premier lieu nous attacher à l'étude de la connaissance de nos dissemblances. Si nous acceptons de passer par la phase qui consiste à comprendre pourquoi le système de valeurs qui est le mien n'est pas celui de l'autre, nous pourrons aborder plus facilement les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. J'ai toujours été stupéfait par exemple de l'asymétrie existant entre la connaissance que les Asiatiques ont du mode de pensée occidentale, et notre insondable ignorance que nous, Occidentaux, avons du mode de pensée asiatique. Même sentiment avec l'Afrique, pourtant si proche. Ce fut le thème d'une discussion que nous avons eu au Collège des Bernardins il y a quelques années avec Michel de Virville et Jérôme Vignon. Ce que les Asiatiques savent de l'Ancien Testament, de la Bible, de Platon et de Descartes et sur la manière dont toutes ces sources ont façonné notre culture est infiniment supérieur à ce que nous savons sur Confucius, Bouddha ou sur la notion du temps dans la pensée chinoise. Il en va de même avec l'histoire des grands royaumes africains et de la spiritualité animiste. Pour ne prendre qu'un exemple dans l'actualité : la question du changement climatique ne peut se comprendre globalement sans référence à la tradition apocalyptique occidentale. Nous devons nous mettre à exploiter, à explorer ces champs incommensurables de la connaissance. Il s'agit d'une démarche malaisée à entreprendre pour chacun de nous puisqu'elle consiste à se poser les questions fondamentales. Et si nous sommes

capables de nous les poser individuellement, sommes-nous en mesure de nous les poser collectivement ?

J'espère que les débats de ce matin nous aideront à identifier à quel point ces questions peuvent être abordées à partir de présupposés éthiques, spirituels et philosophiques différents, et que nous pourrons comprendre pourquoi les autres n'y apportent pas nécessairement les mêmes réponses. Si nous y parvenons, nous aurons accompli un grand pas vers la résolution des problèmes qui nous attendent.

Merci de votre attention.